

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20241129-lmc1350860-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : vendredi 6 décembre 2024  
Date de publication : 06/12/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p align="center"><b>N° 24/11/272</b></p> <p align="center"><b>AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DU 20 SEPTEMBRE 2012 CONSENTI PAR LE MINISTERE DES ARMEES RELATIF AU CHEMINEMENT PIETONNIER ENTRE LA TOUR ROYALE ET LA PLAGE DE LA MITRE - COMMUNE DE TOULON - SUBSTITUTION DE LA DECISION N°24/491 DU BUREAU METROPOLITAIN DU 3 SEPTEMBRE 2024</b></p>		

**PRESENTS :**

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

**REPRESENTES :**

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

**ABSENT :**

Mme Sandra TORRES.

## **Séance Publique du 29 novembre 2024**

**N° D' O R D R E : 24/11/272**

**O B J E T : AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DU 20 SEPTEMBRE 2012 CONSENTI PAR LE MINISTERE DES ARMEES RELATIF AU CHEMINEMENT PIETONNIER ENTRE LA TOUR ROYALE ET LA PLAGE DE LA MITRE - COMMUNE DE TOULON - SUBSTITUTION DE LA DECISION N°24/491 DU BUREAU METROPOLITAIN DU 3 SEPTEMBRE 2024**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-1, L. 5211-1 et L. 2121-22-1,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la décision du bureau métropolitain n°24/491 en date du 3 septembre 2024 autorisant la signature de l'avenant n°2 à la convention du 20 septembre 2012 consenti par le Ministère des Armées relatif au cheminement piétonnier entre la Tour Royale et la Plage de la Mitre,

**VU** la convention signée le 20 septembre 2012 relative à l'aménagement du cheminement piétonnier entre la Tour Royale et la Plage de la Mitre à Toulon et son avenant n° 1 en date du 8 juillet 2016,

**VU** la demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en date du 13 mai 2024, relative à la délivrance d'un avenant de prolongation de la convention signée le 20 septembre 2012 pour une durée de 15 ans,

**VU** l'avenant n° 2 ci-annexé,

**VU** l'avis de la Commission Protection de l'Environnement, Développement Durable, Transition Ecologique et Energétique en date du 13 novembre 2024,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences, la Métropole assure l'entretien et la mise en valeur du sentier du littoral sur la portion comprise entre la Mitre et la Tour Royale dans le but de permettre au public d'accéder en toute sécurité à cet espace de qualité,

**CONSIDERANT** que l'Etat, Ministère des Armées a autorisé la Métropole Toulon Provence Méditerranée à occuper au sein du site « ouvrages de la Croupe Lamalgue » une fraction de terrain comprenant la falaise et la frange littorale (pied de falaise) afin de permettre l'exploitation du cheminement piétonnier ouvert au public et d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur les lieux devenus accessibles par cette voie, notamment les terrains surplombés par une falaise non stabilisée,

**CONSIDERANT** que cette occupation a été consentie via une convention d'occupation à titre gracieux, compte tenu de l'intérêt public que revêt cette occupation, signée le 20 septembre 2012 et qu'elle expire le 13 juin 2024,

**CONSIDERANT** que par courrier en date du 13 mai 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a sollicité le Ministère des Armées afin qu'une prolongation de la convention du 20 septembre 2012 soit prolongée de 15 ans, soit jusqu'en 2039,

**CONSIDERANT** qu'il convient d'annuler la décision du bureau métropolitain n°24/491 en date du 3 septembre 2024 compte tenu de la durée de la mise à disposition supérieure à 12 ans qui relève de la compétence du Conseil Métropolitain et de substituer la présente,

**CONSIDERANT** qu'il convient de signer cet avenant qui prolonge la convention signée le 20 septembre 2012 jusqu'au 13 juin 2039 et qui modifie l'emprise mise à disposition en retirant l'ouvrage du môle des torpilles qui fait désormais l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire distincte,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**DE SUBSTITUER** la présente à la Décision du bureau métropolitain n°24/491 du 3 septembre 2024 qui sera rapportée.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n° 2 à la convention du 20 septembre 2012 relatif au cheminement piétonnier entre la Tour Royale et la Plage de la Mitre à Toulon délivré par le Ministère des Armées au profit de la Métropole consenti à titre gracieux, pour une durée de quinze ans (15 ans).

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que cette délibération est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

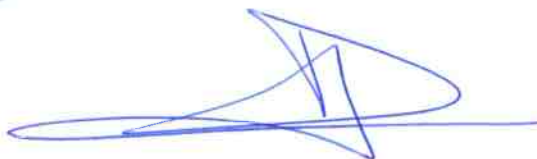
Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



Anaïs DIR

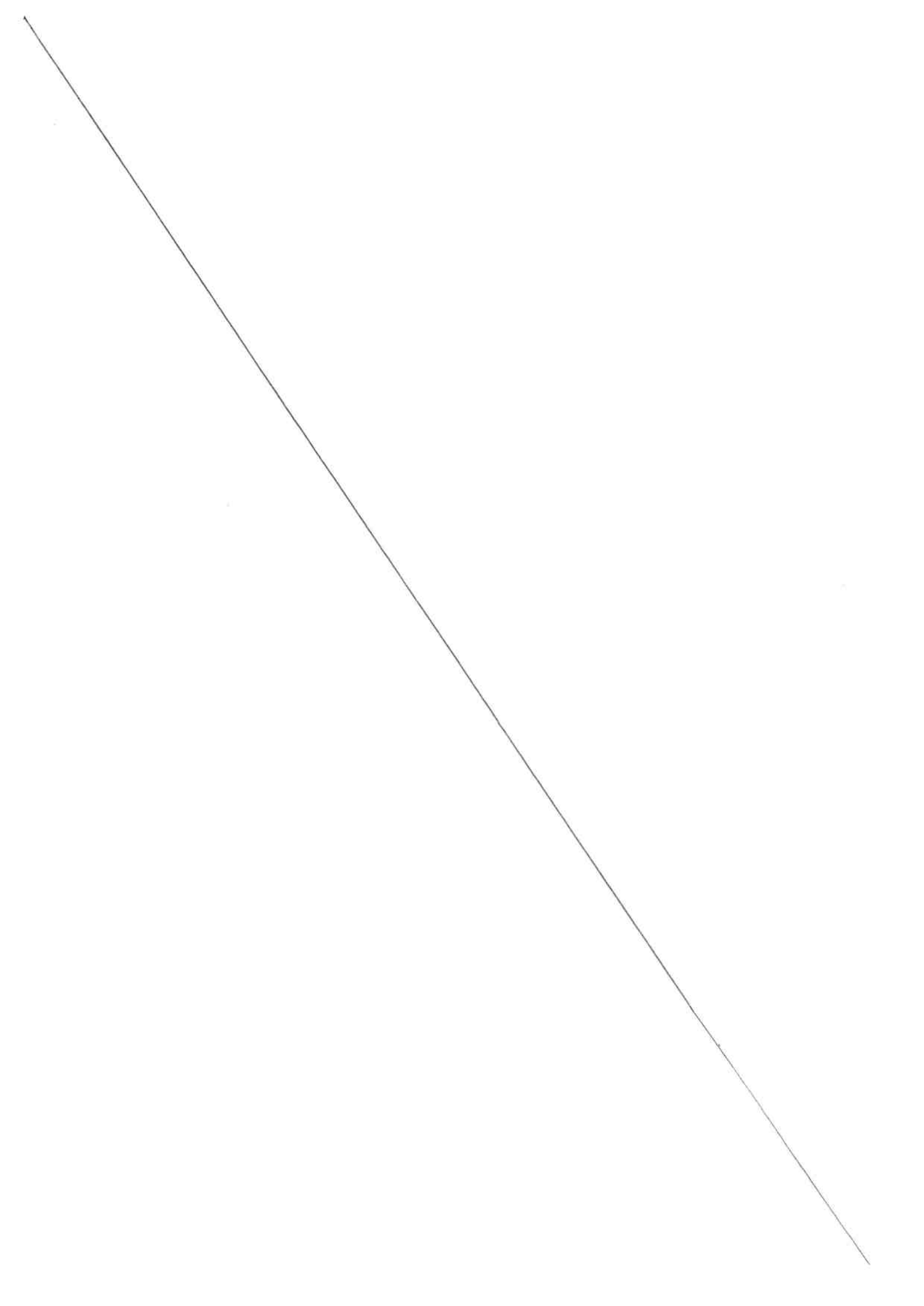
Le secrétaire de séance



POUR 80

CONTRE 0

ABSTENTION 0



SERVICE D'INFRASTRUCTURE  
DE LA DÉFENSE

*Etablissement du service d'infrastructure  
de la défense de Toulon  
Direction des opérations  
Division gestion et maintenance du  
patrimoine  
Bureau administration du domaine  
Section domanialité*

## AVENANT N° 2

### A LA CONVENTION DU 20 SEPTEMBRE 2012 CHEMINEMENT PIETONNIER ENTRE LA TOUR ROYALE ET LA PLAGE DE LA MITRE A TOULON

DÉNOMINATION DU SITE :	Ouvrages de la Croupe Lamalgue
COMMUNE CONCERNÉE :	Toulon
OBJET DE LA MISE À DISPOSITION :	Poursuite de l'exploitation d'un cheminement piétonnier entre la Tour Royale et la plage de la Mitre avec l'ouverture au public de ce secteur par la métropole Toulon Provence Méditerranée.
N° G2D : 830 137 548 G	N° CHORUS : 158977
N° ET DESIGNATION DES COMPOSANTS :	<ul style="list-style-type: none"><li>- Terrain non construit correspondant à la falaise, et la frange littoral (pied de falaise) sans n° G2D, sans n° Chorus ;</li><li>- Composant dénommé « RR03 Pipady bas », n° G2D : 7, n° Chorus : 289848 ;</li><li>- Composant dénommé « quai », n° G2D : 23, n° Chorus : 302659 ;</li><li>- Composant dénommé « digue », n° G2D : 24, n° Chorus : 287585.</li></ul>

Entre les soussignés,

L'État, Ministère des Armées, représenté par le contre-amiral Marcellin Charpy, commandant la  
base de défense de Toulon dont les bureaux sont situés BCRM de Toulon, Etat-major COMBdD  
TOULON, BP 910, 83800 TOULON CEDEX 9,

et

La métropole Toulon Provence Méditerranée, représenté par monsieur Jean-Pierre Giran,  
président de la métropole dont les bureaux sont situés Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri  
Fabre – CS 30536, 83041 Toulon cedex 09 dénommé ci-après le bénéficiaire,

- Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu le code de la défense ;
- Vu le code de la sécurité intérieure ;
- Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;
- Vu l'instruction n° 302/DEF/SGA du 14 février 2013 modifiée relative à la politique immobilière du ministère de la défense ;
- Vu la convention d'occupation du 20 septembre 2012 et son avenant n° 1 du 8 juillet 2016 ;
- Vu le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la métropole dénommée « Toulon Provence Méditerranée » ;
- Vu la demande en date du 13 mai 2024 présentée par la métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- Vu l'avis du Commandant de la base de défense de Toulon en date du 22 mai 2024 ;
- Vu l'étude historique et technique de pollution pyrotechnique n°512749/SID/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX en date du 14 décembre 2022 ;
- Vu la décision n°.....du conseil métropolitain du.....habilitant le président de la Métropole à signer le présent avenant ;

## **EXPOSE PREALABLE**

L'État, Ministère des Armées a autorisé la métropole Toulon Provence Méditerranée à occuper au sein du site « ouvrages de la Croupe Lamalgue » une fraction de terrain afin de permettre l'exploitation du cheminement piétonnier ouvert au public et d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur les lieux devenus accessibles par cette voie, notamment les terrains surplombés par une falaise non stabilisée.

Par courrier du 13 mai 2024, la métropole Toulon Provence Méditerranée a sollicité la prolongation de l'acte.

Le 22 mai 2024, le commandant de la base de défense de Toulon a autorisé le renouvellement de l'acte pour une durée de quinze ans et a modifié l'emprise mise à disposition.

En conséquence,

Compte tenu des motifs exposés,

Acte ce qui suit :

## **ARTICLE 1**

L'alinéa 2 de l'exposé préalable intitulé « objet de la convention » de la convention du 20 septembre 2012 est modifié comme suit :

« Le terrain concerné dépend du domaine public de la Défense. Toutefois le Ministère des Armées accepte de mettre à disposition la falaise, et la frange littorale (pied de falaise) pour l'usage direct du public ».

## **ARTICLE 2**



L'article 2 « Financement et réalisation des travaux » de la convention du 20 septembre 2012 est complété comme suit :

« Le titulaire souhaitant réaliser des travaux/aménagements suite à un possible éboulement de la falaise devra adresser sa demande écrite à l'ESID de TOULON à l'adresse suivante : BCRM de Toulon – ESID de Toulon - DO/GMP/BAD, BP 71, 83800 Toulon cedex 9 et transmettre une copie du courrier à l'adresse fonctionnelle : esid-toulon-domanialite.contact.fct@intradef.gouv.fr. Celui-ci rédigera une analyse quantitative du risque pyrotechnique (AQR) conformément au code de la sécurité intérieure ».

### ARTICLE 3

L'article 4 « sécurité responsabilité » de la convention du 20 septembre 2012 est complété comme suit :

Un prochain avenant sera rédigé afin de communiquer, au titulaire de la convention de gestion, les conclusions générales de l'analyse quantitative du risque pyrotechnique (AQR) et l'attestation concernant le risque pyrotechnique du sentier littoral en application de l'article R.733-13 du code de la sécurité intérieure.

Les potentielles contraintes mises en lumière par l'AQR seront à la charge du bénéficiaire.

### ARTICLE 4

L'alinéa 3 de l'article 5 « Protection des installations militaires et accès » de la convention du 20 septembre 2012 est supprimé.

### ARTICLE 5

L'alinéa 1 de l'article 6 « Fonctionnement des installations militaires » de la convention du 20 septembre 2012 est modifié comme suit :

« Le ministère des Armées se réserve la possibilité de suspendre unilatéralement et temporairement le cheminement piétonnier au titre du présent acte, pour des raisons liées à la bonne exécution du service public de la défense ».

### ARTICLE 6

L'article 9 « durée de la convention – conditions » de la convention du 20 septembre 2012 est modifié comme suit :

L'autorisation qui fait l'objet de la présente convention est accordée pour une durée de trente ans à compter du 14 juin 2009.

L'occupation cessera de plein droit à l'expiration de cette période soit le 13 juin 2039.

Elle pourra être renouvelé à la demande du permissionnaire.

Elle pourra être résiliée sans préavis et sans indemnité si la défense devrait reprendre possession de tout ou partie des lieux pour un motif de défense nationale.

### ARTICLE 7

L'annexe 1 de la convention du 20 septembre 2012 est remplacée par l'annexe du présent avenant :

- Plan des occupations.

**ARTICLE 8**

Toutes les **autres** dispositions de la convention du 20 septembre 2012 qui ne sont pas contraires au présent avenant restent inchangées.

**ARTICLE 9**

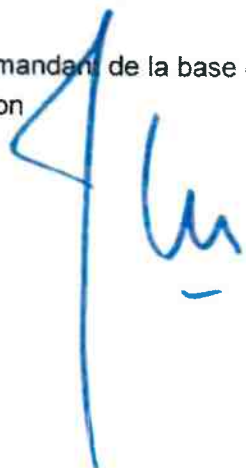
L'ESID de Toulon est chargé d'assurer la diffusion du présent avenant auprès :

- d'une part du titulaire ou la lui remettre contre décharge ;
- d'autre part du directeur départemental des finances publiques du Var ;
- du chef d'emprise ;
- du COMBdD .

Fait à Toulon, le

10.6.24

Le commandant de la base de défense  
de Toulon



Le bénéficiaire

SERVICE D'INFRASTRUCTURE  
DE LA DEFENSE



Direction des Opérations - Division Gestion et maintenance  
du Patrimoine  
Bureau Administration du Domaine  
BCRM de Toulon - BP 71 - 83800 TOULON CEDEX  
9Tél: 04 22 42 78 02

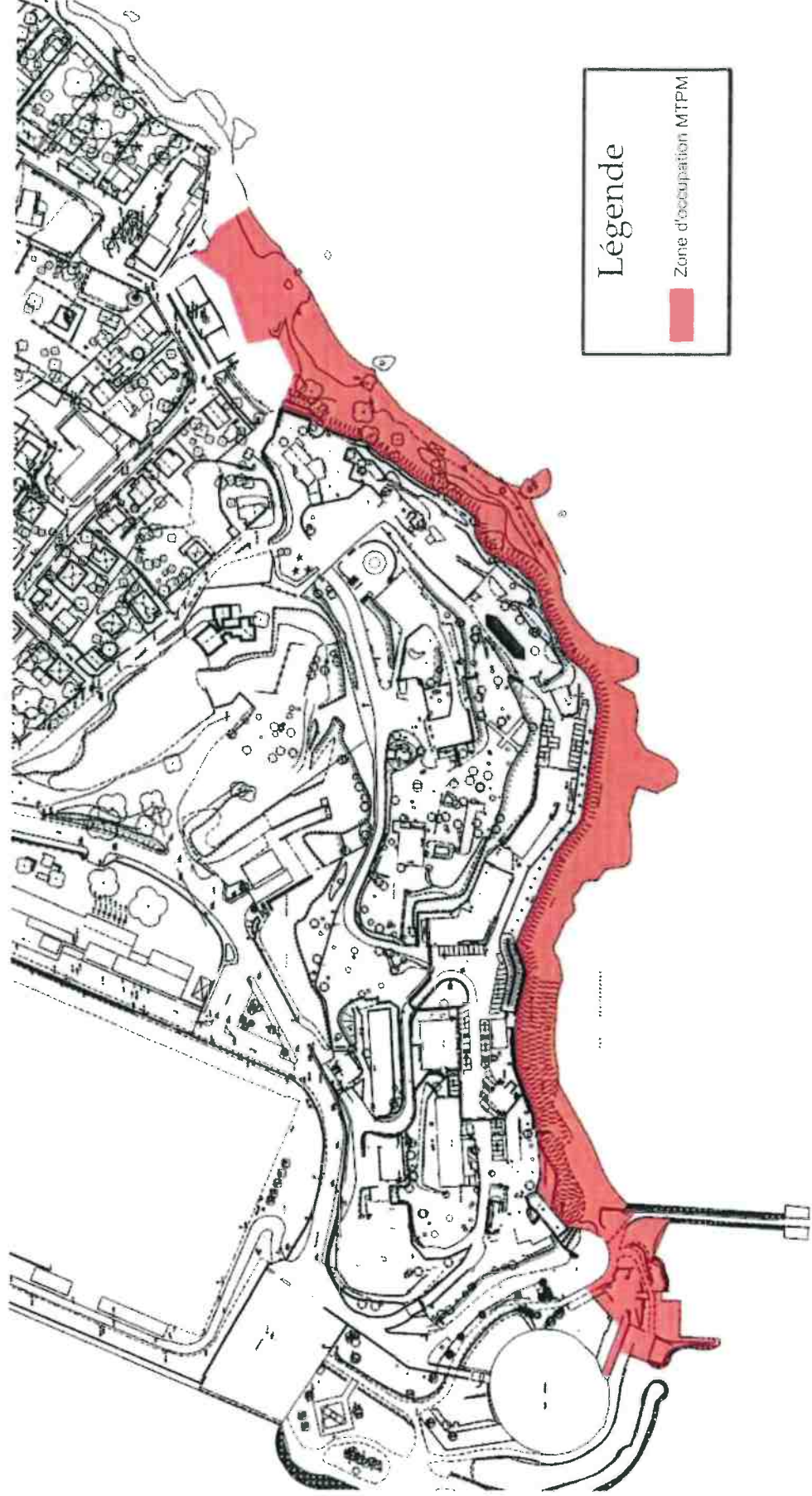
TOULON

OUVRAGE DE LA  
CROUPE LAMALGUE

830 137 548 G

Juin 2024

PLAN DES OCCUPATIONS



Légende

■ Zone d'occupation MTPM



SERVICE D'INFRASTRUCTURE  
DE LA DEFENSE



Direction des Opérations - Division Gestion et maintenance  
du Patrimoine

Bureau Administration du Domaine

BCRM de Toulon - BP 71 - 83800 TOULON CEDEX

9Tel: 04 22 42 78 02

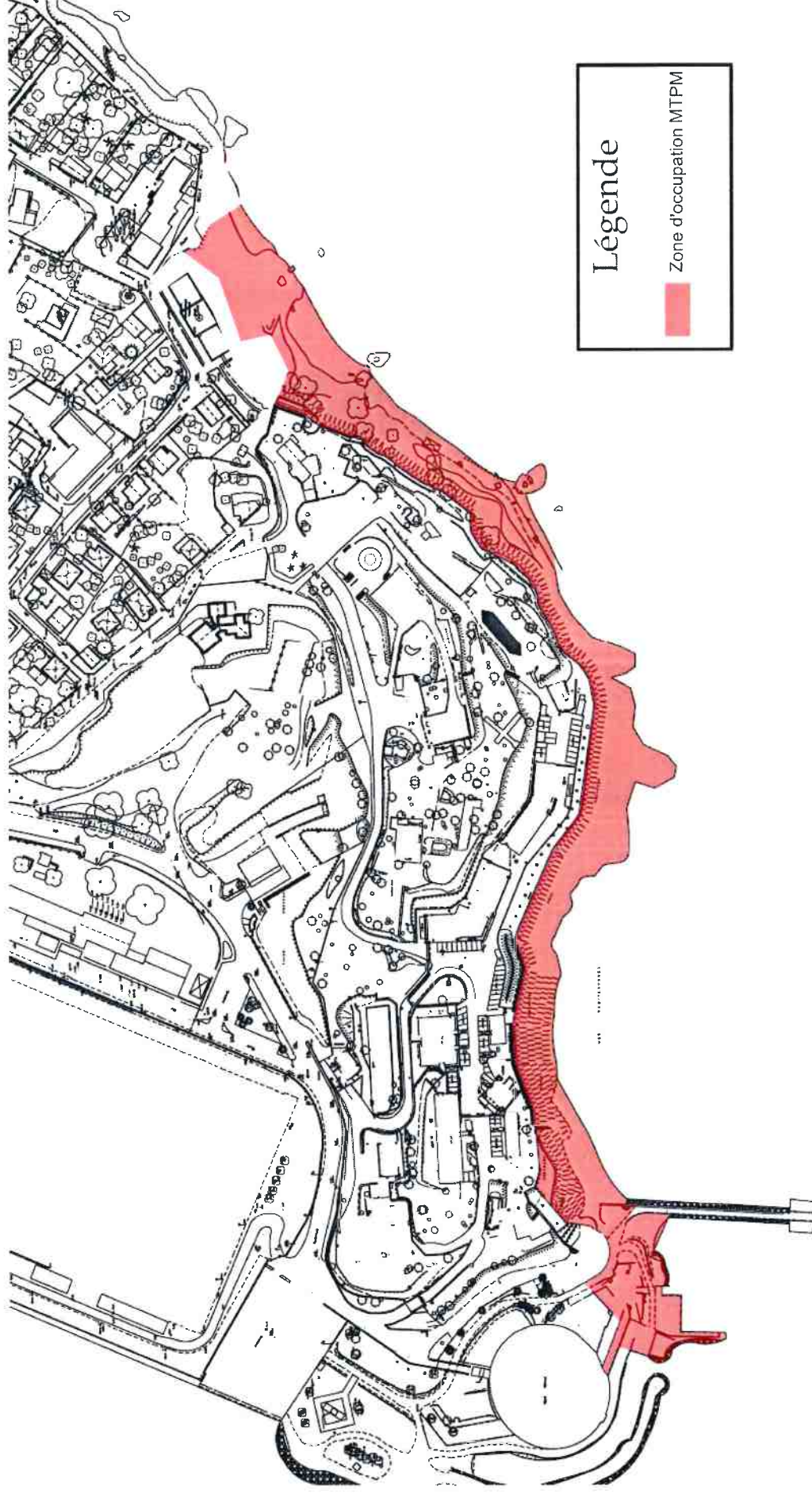
TOULON

OUVRAGE DE LA  
CROUPE LAMALGUE

830 137 548 G

Juin 2024

PLAN DES OCCUPATIONS



Légende

 Zone d'occupation MTPM



## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

**SGA**

Secrétariat général pour l'administration

SERVICE D'INFRASTRUCTURE  
DE LA DÉFENSE

Etablissement de Toulon

Bureau administration domaniale

### CONVENTION D'OCCUPATION

#### CHEMINEMENT PIÉTONNIER ENTRE LA TOUR

#### ROYALE ET LA PLAGE DE LA MITRE A TOULON

#### OUVRAGES DE LA CROUPE LAMALGUE

	G2D	CHORUS
Site :	830 137 548 G	158977
N° composant :	4 (fraction)	non construit

#### EXPOSE PREALABLE – OBJET DE LA CONVENTION

La communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée souhaite poursuivre l'exploitation d'un cheminement piétonnier entre la Tour Royale et la plage de la Mitre, avec l'ouverture au public de ce secteur.

Le terrain concerné dépend du domaine public de la Défense. Toutefois, le Ministère de la Défense accepte d'abandonner la falaise et la frange littorale (pied de falaise) pour l'usage du public.

Un transfert de gestion des terrains concernés à la communauté d'agglomération TPM est décidé.

Dans l'attente de la réalisation effective de ce transfert et pour permettre de poursuivre la mise à disposition des lieux au profit de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée, une seconde démarche partenariale est décidée entre l'Etat (défense) et la communauté d'agglomération, pour l'exploitation du cheminement piétonnier et la gestion des terrains ouverts au public.

Les textes relatifs à la servitude littorale (loi 76-1285 du 31 décembre 1976 modifiée et textes d'application, codifiés aux articles L160-6 à L160-8 et R160-8 à R160-33 du code de l'urbanisme), ne s'imposent pas, s'agissant de terrain appartenant à l'Etat. Les signataires de la présente convention s'inspirent toutefois de leurs principes pour définir ses modalités.

Vu le décret du 25 mars 1993 modifié portant délégation de pouvoir du ministre chargé des armées et délégation de signature en matière d'opérations domaniales ;

Vu l'avis du directeur départemental des finances publiques du Var,

**SID**

Entre,

Le ministre de la Défense, représenté par l'ingénieur des travaux maritimes Jean Pierre Cordier, Directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense,

d'une part,

Et

Monsieur Hubert Falco, président de la communauté agglomération Toulon Provence Méditerranée (TPM), ancien ministre,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 – AUTORISATION**

Dans l'attente du transfert de gestion de ces emprises, l'Etat-défense autorise la réalisation immédiate d'aménagements à caractère réversible sur les terrains militaires longeant le rivage de la mer, délimités sur le plan ci-annexé et dépendant de l'immeuble dénommé : Ouvrages de la Croupe Lamalgue, cadastré section BW n° 256, afin de permettre l'exploitation du cheminement piétonnier ouvert au public et d'assurer la sécurité des personnes et des biens sur les lieux devenus accessibles par cette voie, notamment les terrains surplombés par une falaise non stabilisée.

#### **ARTICLE 2 – FINANCEMENT ET REALISATION DES TRAVAUX**

La communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée (TPM), maître d'ouvrage du projet, prend à sa charge le coût global des aménagements nécessaires à la sécurité du public avec la participation éventuelle des collectivités locales et subventions diverses.

TPM effectue les formalités nécessaires à la validation du projet auprès des organismes et administrations compétentes en matière d'urbanisme, de protection des sites et de périmètre d'immeuble classé monument historique.

#### **ARTICLE 3 – ENTRETIEN ULTERIEUR**

Le maintien en état des installations, la surveillance et la propreté des lieux sont à la charge de TPM qui peut confier par contrat ces missions à la commune de Toulon ou à tout autre prestataire privé ou public.

#### **ARTICLE 4 – SECURITE – RESPONSABILITES**

L'Etat-défense se conforme aux dispositions du décret n° 76-225 du 4 mars 1976 modifié par décret n° 2003-451 du 19 mai 2003 relatif au déminage des terrains militaires, en fonction du projet d'utilisation du terrain déclaré par TPM.

TPM prend les lieux en l'état et accepte tous les risques notamment ceux induits par l'instabilité de la falaise.

TPM prend en charge le confortement ou la démolition des constructions existantes, la sécurisation ou la suppression des obstacles, vestiges militaires et dangers terrestres ou maritimes, susceptibles de compromettre la sécurité du public au pied des falaises et la plage de la Mitre, dans les limites de ses compétences et à charge pour l'autorité de police compétente de prendre les mesures qui lui incombent dans son domaine.



Il lui appartient par ailleurs de présenter ou faire valider s'il le souhaite des ouvrages et/ou installation de nature à limiter le phénomène d'érosion naturel.

L'Etat/Défense ne saurait en aucun cas être sollicité pour différents travaux de sécurisation, notamment de la falaise dont la fragilité résulte de phénomènes naturels et sa responsabilité ne saurait être engagée au titre des dommages causés ou subis par les bénéficiaires du projet.

Le bénéficiaire souscrit toutes assurances de dommages aux biens et de responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurance. Les polices souscrites doivent garantir l'Etat contre le recours des tiers pour quelque motif que ce soit tiré de l'utilisation du domaine.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer au ministère de la Défense, établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon, les attestations d'assurance correspondantes dans les trente jours qui suivent la signature du contrat ou d'un avenant.

#### **ARTICLE 5 – PROTECTION DES INSTALLATIONS MILITAIRES ET ACCES**

Afin d'éviter les incursions sur le terrain militaire exclu de la présente convention, le cheminement est réalisé en pied de falaise et en contrebas de la clôture des installations militaires. TPM prend à sa charge les aménagements complémentaires nécessaires. La possibilité d'accès permanent et direct aux installations militaires pour les personnes et véhicules de la défense depuis le jardin de la Tour Royale sera maintenue.

#### **ARTICLE 6 – FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS MILITAIRES**

La défense se réserve la possibilité de suspendre temporairement le cheminement piétonnier du public pour des raisons liées au fonctionnement des installations militaires.

La défense conserve pour elle-même et ses ayants droit, la possibilité d'intervenir sur le site pour la pose ou la maintenance de réseaux. Elle assure la remise en état des lieux après ces travaux.

#### **ARTICLE 7 – SIGNALISATION**

La signalisation du chemin et les interdictions sont à la charge de TPM dès le jour de la signature de la présente convention.

#### **ARTICLE 8 – REDEVANCE**

L'occupation est consentie à titre gratuit.

#### **ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION – CONDITIONS**

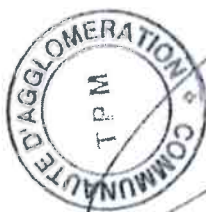
L'autorisation qui fait l'objet de la présente convention est accordée pour une durée de quinze ans rétroactivement à compter du 14 juin 2009.

Elle pourra être renouvelée à la demande du bénéficiaire.

Elle pourra être résiliée sans préavis et sans indemnité si la défense devait reprendre possession de tout ou partie des lieux pour un motif de défense nationale.

Fait à Toulon le 20 septembre 2012 en quatre exemplaires dont un exemplaire adressé à monsieur le directeur départemental des finances publiques du Var.

Pour la communauté d'agglomération TPM



Pour le ministre de la Défense

Ingénieur général des travaux maritimes Jean-Pierre CORDIER  
Directeur





MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



SERVICE D'INFRASTRUCTURE  
DE LA DÉFENSE

Etablissement de Toulon

Direction des opérations  
Division gestion du patrimoine

## AVENANT N° 1

A LA CONVENTION DU 20 SEPTEMBRE 2012  
CHEMINEMENT PIETONNIER ENTRE LA TOUR ROYALE ET LA  
PLAGE DE LA MITRE A TOULON

### Immeuble OUVRAGE DE LA CROUPE LAMALGUE

	G2D	CHORUS
Site:	830 137 548G	158977
Composant : 4		non construit
Composant : 5		158977 / 302660
Composant : 7		158977 / 289848
Composant : 23		158977 / 302659
Composant : 24		158977 / 287858
Composant : 41		158977 / 302680
Composant : 43		non construit
Composant : 44		non construit
Composant : 45		non construit

Code CREDO : D000014

Les soussignés :

- l'ETAT (ministère de la Défense) représenté par Monsieur Stanislas Prouvost, Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement, dont les bureaux sont situés 60, boulevard général Martial Valin, 75509 Paris Cedex 15, d'une part ;

La communauté d'agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, représentée par M. Hubert FALCO, Président de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée, ancien ministre, Hôtel de ville, Avenue de la République, 83056 Toulon cedex d'autre part ;

Vu, le code de la défense, notamment l'article R. 5131-5 ;

Vu, le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2123-2 et L.2222-10, R.2123-1, R.2123-2 R.2222-8, R.2222-9, R.2222-15 ;

Vu les articles R733-1 à R733-13 du code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;

Vu la convention d'occupation du 20 septembre 2012 relative au cheminement piétonnier entre la Tour Royale et la plage de la Mitre à Toulon ;

Vu l'attestation de déminage du 4 juin 2010 ;

Vu l'avis de la direction départementale des finances publiques du Var (DDFIP 83) du 20 juin 2016,

#### Article 1 :

L'alinéa 2 du chapitre intitulé « l'EXPOSE PREALABLE-OBJET DE LA CONVENTION » est modifié comme suit :

« Le terrain concerné dépend du domaine public de la Défense. Toutefois le ministère de la défense accepte de mettre à disposition la falaise et la frange littorale (pied de falaise) ainsi que le Havre de Pipady (jetée, digue enrochement, bâti aérien et môle) pour l'usage du public ».

#### Article 2 :

A l'article 1 « AUTORISATION » les mots « Ouvrages de la Croupe Lamalgue, cadastré section BW n°256 », sont remplacés par « Ouvrages de la Croupe Lamalgue, cadastré section BW n° 286 ».

#### Article 3 :

A l'article 4 « SECURITE-RESPONSABILITES » l'alinéa 2 est complété comme suit :

« La communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée (TPM) est informée par ailleurs que le Havre de Pipady a fait l'objet de recherches historiques et d'opération de déminage et que celles-ci ont révélé d'une part que la zone a fait l'objet de bombardements pendant la guerre et d'autre part que des munitions ont été mises à jour ; que dès lors, TPM s'abstiendra de procéder à des excavations et signalera à l'autorité maritime toute découverte suspecte ».

« Par ailleurs, conformément à l'article R733-8 du code de la sécurité intérieure, le permissionnaire procédera aux opérations de dépollutions pyrotechniques qui pourraient s'avérer nécessaires et en assumera les coûts afférents ».

#### Article 4 :

A l'article 5 « PROTECTION DES INSTALLATIONS MILITAIRES ET ACCES » sont ajoutés les alinéas suivants :

« Le permissionnaire est informé de la présence de réseaux passant en tréfonds (eau électricité) sur le secteur du Havre de Pipady, ainsi que de la canalisation d'eau potable alimentant le pôle écoles Méditerranée (PEM) à Saint-Mandrier sur laquelle des interventions d'urgence pourraient être menées. La communauté d'agglomération TPM ne pourra s'opposer aux interventions ni se prévaloir du défaut d'information quant à l'exécution de ces opérations ».

« La communauté d'agglomération TPM doit prévoir :

- le maintien de la caméra de surveillance de la rade présente sur le même ainsi que les câbles électriques l'alimentant (à défaut les frais de reconstitution seront à la charge du permissionnaire) ;
- le maintien des feux de balisage et assurer leur alimentation ;
- le maintien du câble reliant le site DGA de Pipady aux boucles magnétiques se trouvant en fond de rade ».

#### Article 5 :

A l'article 6 « FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS MILITAIRES » l'alinéa 1 est modifié comme suit :

« Le ministère de la défense se réserve la possibilité de suspendre unilatéralement et temporairement le cheminement piétonnier ainsi que l'accès au môle et havre de Pipady au titre du présent acte, pour des raisons liées à la bonne exécution du service public de la défense ».

#### Article 6 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de signature par les parties.

Toutes les dispositions de la convention du 20 septembre 2012 qui ne sont pas contraires au présent avenant restent en vigueur.

L'annexe de la convention du 20 septembre 2012 est remplacée par les annexes du présent avenant :

- plan cadastral 830137548G ;
- plan des réseaux 830137548G ;
- plan des servitudes 830137548G ;
- plan du passage des câbles DGA Pipady-boucles magnétiques.

Fait en 2 exemplaires à Paris, le 08 juillet 2016

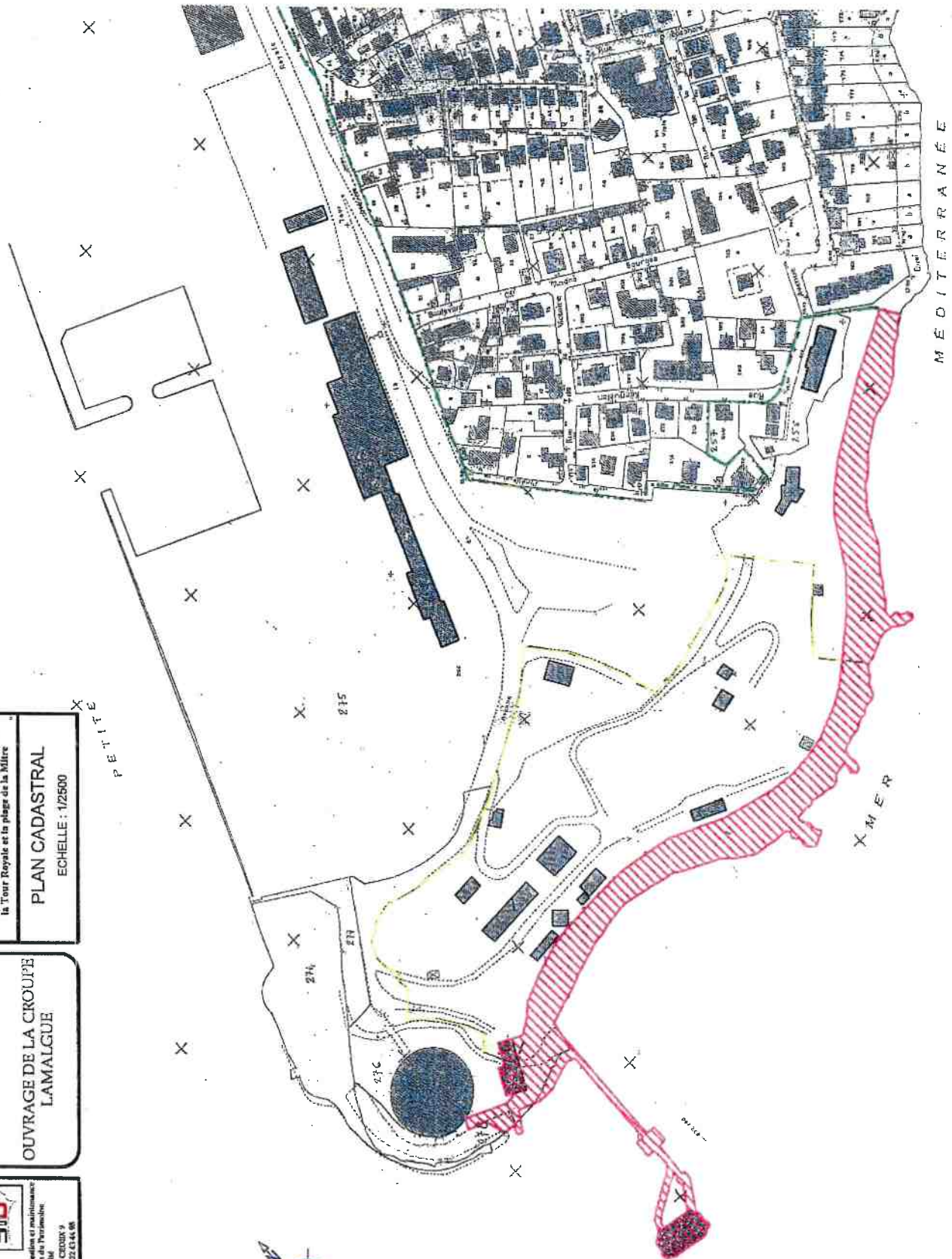
La communauté d'agglomération TPM

Pour le ministre de la défense et par délégation

Le chef des ponts  
Le chef des forêts  
Le chef de la sécurité civile et de l'environnement

Stanislas PROUVOST





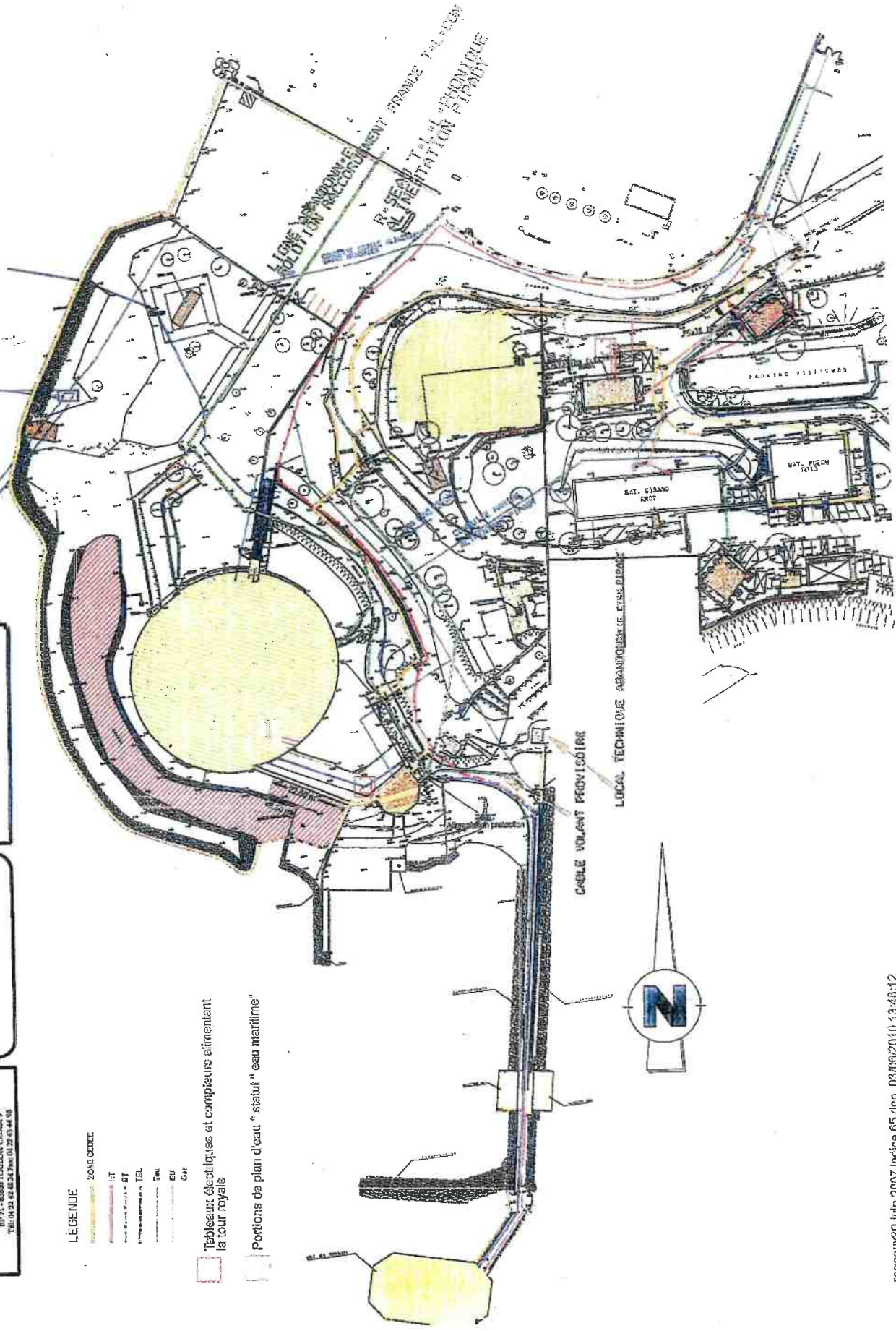
VERS SAINT-MANDRIER  
 CHAMBRE DE VANNES - S-CURTIER

**LÉGENDE**

- ZONE COTÉE
- HT
- BT
- TEL
- Eau
- EU
- Gas

Tableaux électriques et compteurs alimentant la tour royale

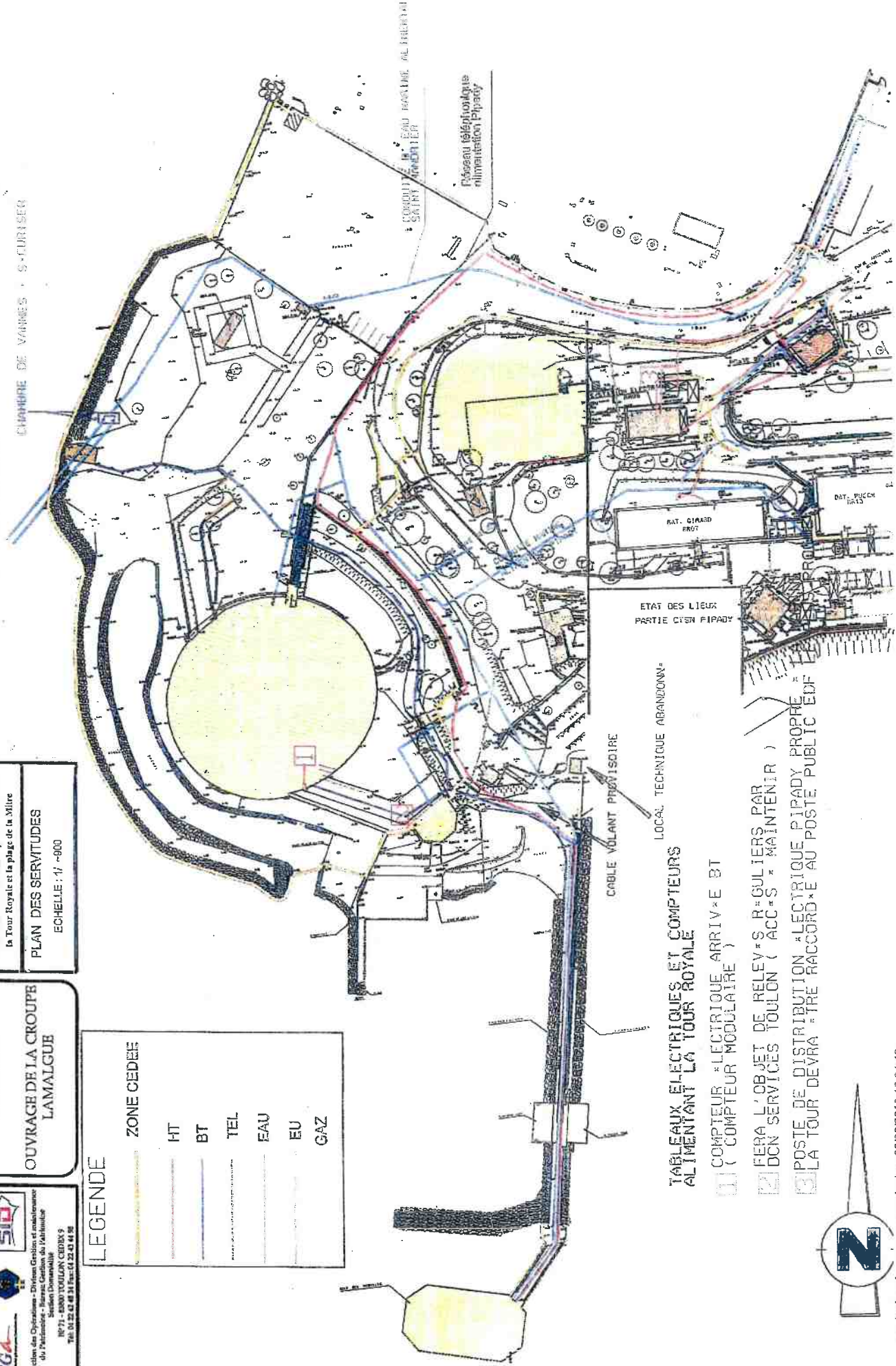
Portions de plan d'eau "statut" eau maritime"





**LEGENDE**

ZONE CEDEE	
HT	
BT	
TEL	
EAU	
EU	
GAZ	



**TABLEAUX ELECTRIQUES ET COMPTEURS  
 ALIMENTANT LA TOUR ROYALE**

- 1 COMPTEUR ELECTRIQUE ARRIVEE BT  
 ( COMPTEUR MODULAIRE )
- 2 FERA L'OBJET DE RELEVEMENTS R=GUILLERS PAR  
 DCN SERVICES TOULON ( ACCES A MAINTENIR )
- 3 POSTE DE DISTRIBUTION ELECTRIQUE PIPADY PROPRE  
 LA TOUR DEVRA ETRE RACCORDE AU POSTE PUBLIC EDF



SERVICE D'INFRASTRUCTURE  
DE LA DEFENSE

**SGA**  
Service de Gestion et d'Aménagement

**SID**

Direction des Opérations - Division Gestion et maintenance  
du Patrimoine - Bureau Gestion du Patrimoine  
Section Domainalité  
BP 71 - 83800 TOULON CEDEX 9  
Tél: 04 22 42 48 54 Fax: 04 22 43 44 98

# TOULON

## OUVRAGE DE LA CROUPE LAMALGUE

**830 137 548 G** | **Mai 2016**

**AFFAIRE :** Cheminement piétonnier entre  
la Tour Royale et la plage de la Mitre

Passage des câbles  
DGA-Pipady/boucles magnétiques



